

## Aux portes de la mort environnementale



Historiquement, l'économie du Guatemala s'est structurée autour du modèle d'extraction, ce qui a provoqué l'appauvrissement de la population rurale et la dégradation de l'environnement. L'industrie de la canne à sucre a contribué, par exemple, au déboisement, entraînant le déplacement de communautés entières dont les droits ont été laissés de côté en faveur des intérêts économiques timidement régulés par l'État. Les gouvernements successifs ont contourné la responsabilité de créer des institutions respectueuses de l'environnement et des besoins de la population. La société civile doit exiger une participation majeure dans la prise des décisions ; elle doit prier instamment le Gouvernement de laisser de côté les modèles destructifs d'extraction en faveur d'un développement durable.

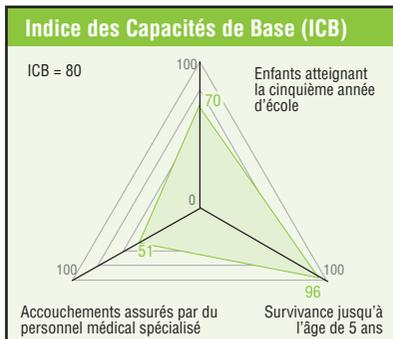
Coordinación de ONG y Cooperativas de Guatemala  
CONGCOOP

Norayda Ponce Sosa  
Helmer Velásquez

Depuis le début du XVI<sup>ème</sup> siècle, lors de la conquête espagnole, l'économie du Guatemala a été basée sur l'agriculture et l'exploitation intensive de la terre soit par de grands domaines agricoles (*latifundia*) consacrés aux monocultures pour l'exportation soit par de petites exploitations de production de subsistance et d'infra subsistance. Pendant la dernière décennie, le pays a connu une nouvelle menace à la biodiversité, à savoir des licences octroyées par l'État à des sociétés d'exploration minière dans presque tout le territoire. L'exploitation du fer et de l'or a provoqué la présence de substances chimiques comme le cyanure par exemple, utilisé dans l'industrie de l'or, qui produit des dommages irréparables aux sources d'eau. Ces industries consomment de grandes quantités d'eau ce qui met en danger l'accès des communautés locales à cette ressource.

Le pouvoir acquis par ces grandes industries contraste avec des institutions publiques instables, incapables de contrôler les activités industrielles et de promouvoir un modèle alternatif de durabilité. Les modèles de développement mis en place au Guatemala manquent absolument d'un planning à long terme et mettent en danger l'environnement. En outre, ils ont plongé la moitié de la population en situation de pauvreté. En milieu rural, plus de 72 % de la population vit dans la pauvreté et 40 % dans l'extrême pauvreté, alors que 55 % des communautés indigènes souffrent d'extrême pauvreté<sup>1</sup>.

Le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles et le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, tous deux responsables de réguler et d'administrer l'environnement, les ressources naturelles et l'agriculture, manquent de capacité financière et leur poids politique sur les décisions de l'État est faible. En fait, le pays n'a pas la capacité pratiquement de planifier et contrôler les secteurs agraires et de l'environnement sur lesquels s'appuie la durabilité économique, sociale et environnementale du Guatemala. Un rapport du Gouvernement affirme que le pays se trouve « face à une

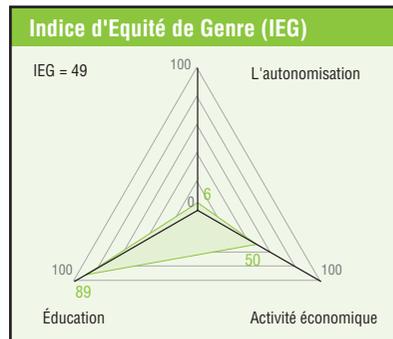


situation socio-environnementale dégradée, dont les principaux indicateurs sont mis en évidence par la croissante dégradation des structures sociales découlant de la marginalisation de vastes secteurs de la population. Cet effroyable panorama est directement lié à l'environnement et à la pauvreté. La population rurale est à ce jour plus pauvre qu'auparavant, que lorsqu'elle pouvait accéder aux fruits de la nature ».<sup>2</sup>

### L'environnement et la non-durabilité

L'industrie de la canne à sucre, responsable de la déprédation et de l'abattage des forêts pour cultiver la canne à sucre, est un exemple de la non-durabilité du modèle actuellement mis en place. Basée sur le pouvoir économique et politique de ses propriétaires, cette industrie a même réussi à changer le cours des rivières pour assurer l'irrigation de ses cultures. Des inondations plus fréquentes pendant l'hiver et une plus grande sécheresse pendant l'été sont les conséquences environnementales de ce phénomène. « Environ 90-95 % de la canne à sucre cultivée sur plus de 200 000 ha sont brûlés comme conséquence du processus industriel. Chaque hectare brûlé libère 50 kilos de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère ce qui représente environ 9000 tonnes de dioxyde de carbone par an ».<sup>3</sup>

L'agriculture et les industries d'extraction plus récentes ont exploité les forêts en négligeant la mise en place de processus de reboisement sérieux et durables ; le bois a été utilisé non seulement pour la construction mais aussi comme source d'énergie. Suite à cela, les forêts naturelles ont été anéanties. Le taux de déboisement atteint 82 000 ha environ par an. Si l'exploitation



continue à ce rythme, toutes les forêts naturelles du Guatemala auront disparu d'ici 2040.<sup>4</sup>

### Une terre très vulnérable

Le pays est menacé par des phénomènes météorologiques et tectoniques car il est situé sur la route des ouragans de l'océan Atlantique et de l'activité sismique de l'océan Pacifique. En outre, le corridor sec qui traverse la partie centrale du pays est menacé par la sécheresse et la désertification. Le changement climatique a intensifié les effets de ces deux phénomènes.<sup>5</sup>

En 2010 les pertes matérielles, suite à la tempête tropicale Agatha et à l'éruption du volcan Pacaya, ont atteint environ 950 milliards d'USD et provoqué des centaines de morts. La vulnérabilité de la population rurale s'est avérée évidente. Le manque de planification et de vision à long terme du Gouvernement ainsi que l'exploitation non régulée de l'environnement créent un cercle vicieux qui provoque de sérieux problèmes au pays, aggravés encore plus par la catastrophe naturelle suivante.

#### Développement durable et développement rural

Les paysans – victimes de la répression du Gouvernement pendant les 36 ans de conflit armé et ses conséquences – ont été affectés négativement par les mesures d'ajustement structurel et l'ouverture commerciale mises en place ces dernières années.

Le 30 avril 2008, après un long processus de consultation, l'Alliance pour le développement rural intégral (ADRI), constituée par des organisations indigènes, paysannes, écologistes, syndicalistes, des

1 Plataforma Agraria, *Propuestas políticas*, (juillet 2008), <www.plataformaagraria.org/guatemala/index.php?option=com\_content&view=article&id=50&Itemid=55>.

2 Informe Ambiental Gobierno MARN.

3 Ibid.

4 Palma, Gustavo, Taracena, Arturo, Baumaister, Eduardo, *Cambios en la tenencia de la tierra: tendencias históricas*, (Guatemala : PNUD, 2004).

5 Informe Ambiental Gobierno MARN.

centres de recherche et des organisations non gouvernementales, a conclu avec le Gouvernement l'Accord-cadre pour le processus de dialogue national pour le développement rural intégral et la résolution de la conflictualité agricole, du travail et de l'environnement. En novembre de cette même année, les mêmes organisations sociales – avec les représentants du Gouvernement et la présence des conseillers politiques de la présidence de la république –, ont soumis au président de la république la proposition de Loi du système national de développement rural intégral accordée par consensus à travers le processus de dialogue qui couvre par la loi « la population rurale en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté, donnant la priorité aux populations et communautés autochtones et paysannes ayant des terres insuffisantes, improductives ou sans terre ; aux femmes indigènes et paysannes ; aux salariés permanents ou temporaires, aux artisans, petits producteurs ruraux, petits et moyens entrepreneurs ruraux ».<sup>6</sup> Trois ans après sa présentation, cette proposition de loi encore bloquée au Parlement, est devenue le parfait exemple du manque de volonté politique de trouver des solutions réelles aux problèmes de l'agriculture et à l'utilisation des ressources naturelles au Guatemala.

En attendant, les communautés locales résistent à l'installation de mégaprojets sur leurs territoires, question ignorée par les entreprises et par l'État. Frustrées, des populations entières abandonnent leurs terres ancestrales en quête de nouveaux moyens de subsistance.

### Exploitations minières et résistance

La Banque mondiale estime que le crédit octroyé par la Corporation financière internationale (CFI) à la société canadienne Glamis Gold Corporation pour ouvrir la Mina Marlin dans le département de San Marcos, projet qui affecte les communes de San Miguel Ixtahuacán et Sipacapa, est un apport au « développement national ». Ni l'institution financière ni le Gouvernement n'ont analysé la possibilité d'utiliser les revenus obtenus de l'exploitation de l'or pour mettre en place un plan de développement régional durable qui soit approprié du point de vue culturel et environnemental. Ils n'ont pas non plus évalué les coûts et les bénéfices sociaux, environnementaux et économiques du projet pour établir la durée et la manière d'exploiter la mine.

Un mouvement social contre l'exploitation minière à grande échelle a accusé le Gouvernement d'imposer un projet comme un fait accompli alors qu'en fait, il n'avait pas consulté la population de la région comme le prévoit le droit international. Conformément aux dispositions de la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), l'État doit « consulter les gens intéressés par le biais de procédures appropriées et, en particulier, à travers ses institutions représentatives, lorsque des mesures législatives ou administratives susceptibles de les affecter directement seront prévues ».<sup>7</sup>

Bien que la convention ait été ratifiée par le Gouvernement, beaucoup de mécanismes manquaient à

## LA RÉSISTANCE INDIGÈNE

Pour la population maya, l'opposition non-violente aux projets de développement qui les concernent ainsi que la « territorialité » sont une question de principes. Selon l'activiste Leonor Hurtado, appartenant au Front national de résistance à l'activité minière du Guatemala, ceci est « directement lié à la liberté et à la dignité. Ce genre de résistance permet d'affronter l'agression de manière pacifique et active, de promouvoir l'unité de la communauté avec un objectif commun, de stimuler l'organisation et la mobilisation basées sur les propres valeurs et sur l'identité culturelle ».<sup>1</sup>

Lors d'une interview avec Hurtado, les « Principaux » (leaders indigènes) ont expliqué à San Juan Sacatepéquez que leur attitude de résistance pacifique implique de « respecter notre mère la Terre et que sa force nous dise quoi faire »... « Voici notre résistance, écouter et faire ce que nos grands-parents nous ont appris, ce qu'ils ont fait depuis toujours. Nous ne pourrions jamais affronter une menace avec des armes parce que les armes signifient la fin, la mort... les armes transforment les gens qui deviennent plus faibles et méprisables. Nous, les peuples autochtones, venons de la nature et nous résistons en silence, sans nous fâcher ; nous savons que nous sommes dignes et que nous avons raison. Ces valeurs nous ont permis de survivre et de résister pendant des siècles ; elles nous permettent aussi de savoir que nous avons la capacité et les connaissances pour nous défendre et pour contribuer ».

Un autre « Principal » de Sipacapa, a déclaré à Hurtado que : « L'or est plus utile et sa valeur est plus grande ici, dans nos montagnes. L'or est la structure de la montagne : il la supporte, il lui donne sa forme, son énergie et son équilibre pour que la vie existe. S'il est extrait, la montagne est détruite. Et même si par la suite on essaie de tout arranger, ce ne sera jamais pareil ».

Un géologue a dit à Hurtado que le leader indigène de Sipacapa « a tout à fait raison. L'or fait partie de la structure de la montagne, et la structure est indispensable pour que la vie existe ».

1 Hurtado, Leonor, *Explotación minera: Una herida en la tierra y en la sociedad*, Revista Pueblos, Madrid, juin 2006.

sa mise en œuvre. La loi d'exploitation minière est aussi en contradiction avec le Code municipal et la Loi de Conseils de développement urbain et rural.

### Un regard vers l'avenir

Pour renverser les processus de dégradation de l'environnement et de la qualité de vie de la population, le Gouvernement doit adopter un modèle de développement durable le plus tôt possible. Il est urgent d'imposer un système capable de protéger l'accès démocratique à la terre et son utilisation tout en respectant la nature.

Le Guatemala doit préserver son énorme richesse en termes de biodiversité. Il est nécessaire d'établir des plans de récupération de la terre pour protéger et soutenir les surfaces destinées à la production d'aliments. Ces plans doivent impliquer l'ensemble de la société, et notamment les populations affectées, dans un vaste processus de planification nationale. Les communautés locales doivent prendre les décisions-clé sur la manière de changer l'environnement de leurs territoires et sur les moyens à utiliser pour y parvenir. Ces importantes décisions doivent être basées sur les valeurs, la vision du monde et les aspirations de développement des populations locales. Les plans de développement doivent être construits autour des écosystèmes du pays et des intérêts des habitants de la région.

La durabilité doit se baser sur un modèle de développement rural orienté vers la terre elle-même et la distribution équitable de la richesse. Les modèles en vigueur sont centrés sur les entreprises privées et leur pillage des terres. Si l'on veut réussir dans le domaine du développement rural, il faudra se baser sur l'agriculture à petite échelle, sur l'exploitation familiale. Ce n'est

qu'à partir de ce modèle que les familles paysannes pourront accéder aux crédits, à l'assistance technique, à l'éducation, à la technologie et l'infrastructure nécessaires. Les programmes de recherche agro-écologique qui travaillent sur la manière de réduire au minimum absolu l'utilisation de produits chimiques qui nuisent au sol doivent être établis et soutenus. Il faut prendre les mesures pour protéger les écosystèmes. La communauté et l'État doivent veiller à protéger les semences natives, notamment les graines.

Il est aussi urgent de reprendre les Accords de paix signés en décembre 1996. Ces accords, ajoutés à l'Accord-cadre pour la mise en place, doivent être la base des engagements de l'État. Les gouvernements doivent reconnaître que le Guatemala est un pays multiculturel, multilingue et multiethnique. Les Accords de paix reconnaissent que la participation des citoyens est un facteur clé pour la prise de décisions visant à la transformation structurelle du pays.

La participation de la population doit aussi envisager le domaine du développement durable. Il est nécessaire de considérer tout spécialement les mesures à prendre pour que les communautés ayant été déplacées suite au conflit armé puissent être réinstallées. Il faut définir les critères qui régissent la production et la gestion durable des ressources ainsi que la sélection des terres propices, la récupération des terres polluées, la gestion de l'eau, l'infrastructure et l'assainissement. À son tour, un accord sur l'identité et les droits des populations indigènes renforcera les aspects liés à l'environnement, à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, de la science et la technologie pour préserver l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles. ■

6 CNOC, CNP-T, CNAIC, CONGCOOP/IDEAR, « Comunicado de Prensa: El Gobierno debe cumplir sus compromisos en relación a la Política y la Ley de Desarrollo Rural Integral », février 2009

7 ILO, *Indigenous and Tribal Peoples Convention 169*, (1989), <www.ilo.org/ilolex/cgi/lex/convde.pl?C169>.